



30 ANS D'AGRESSION, ÇA SUFFIT

L'armée congolaise veut en finir avec l'agresseur rwandais qui, 30 ans durant, endeuille l'est congolais. Jeudi devant la presse à Kinshasa aux côtés de ministres Patrick Muyaya (Communication et médias) et Thérèse Kayikwamba Wagner (Affaires étrangères), le porte-parole de l'armée congolaise, le général-major Sylvain Ekenge a démontré la détermination des FARDC d'en découdre, une fois pour toute, avec les terroristes rwandais, lesquels ont envahi le territoire congolais pour massacrer les populations civiles, semer la désolation et mener les pillages à grande échelle.

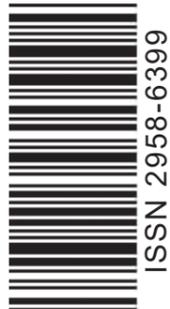
PAGE 2

GÉCAMINES, LES DÉRIVES DU DG KALA PAGE 4

SUPPLEMENT

Un Noël exceptionnel de Molendo offert à la Mongala

PAGE 7-18





BI-HEBDOMADAIRE
D'INFORMATIONS
GENERALES

Avenue Tombalbaye n°51,
Immeuble Masamba, local 80,
Gombe-Kinshasa

Courriel
ouraganfm1@gmail.com,
jricumande@gmail.com

Site web : www.ouragan.cd
Numéro Impôt: A1804527R
Id. Nat: 01-173-N-299119C
RCCN: 18-B-00-283
ISSN: 2958-6380 / 2958-6399

Compte bancaire
05100051010105248020270

Fondateur
JEANRIC UMANDE

Directeur Général
JEANRIC UMANDE
+243 993171277

Directeur de Publication
ALEXIS EMBA
+243 901920146

Rédacteur en Chef
PATRICK MPUU
+243 825353638

Rédacteur Adjoint /
Rubrique culture
St HERVE M'BUY
+243 815876256

Chef rubrique Economie
GABY KUBA
+243 810058951

Secrétaires de Rédaction
RICHARD NTUMBA, LANDRY AMISI
& KOKOLO JEAN

Rédaction Générale
ATHANASE MWENGE, GRADY MUGISHO
DAN KALALA, RICHARD NTUMBA,

Correspondants
FAUSTIN KUMBI (Tshikapa),
JONATHAN KALIKO (Beni),
KADHAFI NTIKALA (Mbandaka),
FIDEL AMACHO (Kisangani),
MARTIN TSHIMANGA (M'BUJI- mayi)
ISAAC KOMBOLI (Gbadolite),

Maquette & Mise en page
SISQO NDOMBE A.

Pao & Webmastering
BECKEN KASONGO
Designer / Photographie
PAPY BAMBOLE
& YOUSSEF BRANH

Messagerie & Production
Jean-Claude KAMBA

Commercial
ERIC KALEMBA
0819579205

30 ans d'agression, ça suffit



Les militaires de l'armée congolaise au front dans l'est du pays. #Photo Droits tiers

L'armée congolaise veut en finir avec l'agresseur rwandais qui, 30 ans durant, endeuille l'est congolais. Jeudi devant la presse à Kinshasa aux côtés de ministres Patrick Muyaya (Communication et médias) et Thérèse Kayikwamba Wagner (Affaires étrangères), le porte-parole de l'armée congolaise, le général-major Sylvain Ekenge a démontré la détermination des FARDC d'en découdre, une fois pour toute, avec les terroristes rwandais, lesquels ont envahi le territoire congolais pour massacrer les populations civiles, semer la désolation et mener les pillages à grande échelle.

Les loyalistes ont le vent en poupe. Certes, ils perdent quelques batailles comme à Masisi jeudi après-midi mais la victoire finale reviendra au peuple congolais, gage le général-major Sylvain Ekenge. Le porte-parole de l'armée a affiché la sérénité, la confiance et surtout la rage des militaires congolais engagés au front à mettre fin à l'agression rwandaise. «Les FARDC s'engagent avec tous les moyens pour mettre un terme à cette agression qui dure depuis trois décennies. Le peuple congolais peut compter sur une armée plus déterminée que jamais», a-t-il martelé.

Sur tous les fronts, l'armée se comporte bien. L'officier supérieur a égrené les succès des militaires congolais partout où ils mènent des offensives. Sur l'axe Sake, les terroristes rwandais ont été délogés de toutes les hauteurs de cette cité. Sur le front nord, l'ennemi n'a pas pu avancer. Il a subi de lourdes pertes. Tous les moyens même aériens ont été utilisés pour mettre en déroute les agresseurs. «Les FARDC continuent d'infliger des défaites décisives aux Forces de Défense du Rwanda (RDF) et à leur groupe terroriste proxy,

le M23, sur tous les fronts. Lors des dernières victoires, les loyalistes ont capturé d'importants équipements militaires appartenant à la RDF à Masisi», se flatte le commandement de l'armée congolaise sur X.

Ce matériel, clairement identifiable grâce à ses numéros de série et aux marquages de la RDF, constitue une preuve irréfutable de l'implication directe des Forces de Défense du Rwanda dans la déstabilisation de l'est du Congo, hurle Sylvain Ekenge qui soutient que, malgré leurs tentatives acharnées de saper la souveraineté congolaise, les RDF et le M23 subissent de lourdes pertes, tandis que les FARDC reprennent des positions stratégiques et capturent des ressources essentielles.

Dans cette guerre d'usure, l'officier supérieur renseigne qu'il y a plus de morts côté rwandais que congolais. «Au Rwanda, on ne montre pas les corps de militaires tués au front. Aucun deuil n'est organisé et personne n'a droit d'en parler». Ekenge n'a pas manqué de saluer la bravoure des hommes de troupes. «Cette victoire réaffirme notre engagement à défendre notre patrie et à rétablir la paix dans la région». Même si le M23 et les terroristes rwandais sont la première cible,

le général-major précise que les Adf et d'autres groupes armés sont en même temps traqués par l'armée congolaise. Cette patrie nous appartient, sensibilise-t-il. Nous n'allons pas céder face à cette agression. Et de vociférer : «30 ans, ça suffit». Il proclame la fin de règne des terroristes rwandais et de leurs supplétifs du M23 sur le sol congolais.

- LE RWANDA, ETAT VOYOU-

La cheffe de la diplomatie congolaise, Thérèse Kayikwamba Wagner n'a pas transigé sur les lignes rouges du gouvernement congolais. Aucun dialogue avec le mouvement terroriste M23. Elle a étalé le banditisme des dirigeants rwandais, reconnus pour leur propension à faire couler le sang dans la région. Nombreux de leurs partenaires sont déçus de cette posture du président Kagame et de ses ouailles qui s'obstinent à torpiller le processus de Luanda. L'allié privilégié à savoir le Royaume-Uni a condamné le Rwanda le citant nommément, ce qui n'est pas à minimiser, a-t-elle mentionné, saluant également les États-Unis qui ont dénoncé ouvertement Paul Kagame et ses militaires qui tuent au Congo. A cette liste,

Kayikwamba a ajouté l'Angola qui, pour la première fois, a désapprouvé en des termes durs, la prise de Masisi. Le facilitateur a soigneusement pesté contre la barbarie rwandaise. Preuve, selon elle, que le régime de Kigali s'isole. Surtout que le récent rapport de l'ONU accable les terroristes rwandais pour les carnages, campagne de terreur, exploitation illicite et pillage des ressources naturelles du Congo. «Le Rwanda s'est isolé en rejetant le processus de Luanda», a fait constater le ministre congolaise des Affaires étrangères, appelant le monde qui s'est rendu compte du vrai visage des dirigeants de ce pays agresseur, à tirer les conséquences par rapport au droit international et à la Charte des Nations unies. «Les Etats membres de l'ONU doivent tirer les conséquences par rapport à cette violation du droit international par le Rwanda sinon ils manqueraient à leurs devoirs. Nous le tenons ainsi pour responsables de ce silence. Ils doivent assumer leurs responsabilités. Nous, nous allons recommander des sanctions, des mesures fortes pour punir le Rwanda», a-t-elle annoncé.

- MUYAYA TAPE DU POING SUR LA TABLE -

Halte à l'apologie du terrorisme. Patrick Muyaya considère que le média arabophone Al Jazeera a franchi le rubicon en accordant la parole à un chef terroriste. Le ministre de la Communication et médias a décidé ainsi de retirer l'accréditation aux huit journalistes de cette chaîne qui a, en plus, utilisé une militante pro-rwandaise pour réaliser cette interview avec le sulfureux Bertrand Bisimwa. Le porte-parole du gouvernement reste tranchant. «Pas question de laisser la porte d'entrée à la manipulation», a-t-il menacé. Muyaya croit dur comme fer que c'est l'exemple qu'il ne faut jamais laisser faire. L'apologie du terrorisme ne passera pas, fustige-t-il, assurant qu'il n'y aura plus de place à ambiguïté. Par ailleurs, il a interpellé les Congolais, rappelant que cette guerre n'est pas celle du président Tshisekedi. «Elle concerne tous les Congolais où qu'il se trouve». Pour lui, le mixage et le brassage sont à oublier. «Ce sont les mécanismes utilisés par le Rwanda pour nous infiltrer. Il est reconnu notoirement que le Rwanda vit de cette guerre, vit de la contrebande et le président Tshisekedi, a-t-il confirmé, dispose d'une stratégie claire pour vaincre l'ennemi.

LANDRY AMISI

SCANNEZ

L'info en continu sur
Ouragan.cd



4000 SOLDATS RWANDAIS SUR LE TERRITOIRE CONGOLAIS

Kagame de nouveau démasqué par l'ONU

Un document choc du groupe d'experts des Nations unies, publié mercredi, lève le voile sur un lourd secret. Près de 4 000 soldats rwandais, issus des Forces de défense rwandaises (RDF), seraient déployés en République démocratique du Congo. Plus troublant, les forces spéciales de l'armée rwandaise superviseraient directement les opérations sur le terrain des terroristes du M23.

Le rapport est accablant. Chaque unité du mouvement terroriste qui sème la désolation dans l'est du pays, fonctionne sous les ordres de RDF. « Sans leur appui stratégique et logistique, l'expansion du M23 aurait été impossible », précise l'enquête. En octobre 2024, l'avancée rapide de cette force négative vers Walikale a marqué un tournant décisif dans les affrontements. Cette progression aurait été facilitée par des armes de pointe, fournies par l'armée rwandaise.

Bien que le M23 et l'Alliance fleuve Congo (AFC) soient deux entités distinctes, leurs opérations sont étroitement coordonnées. Rien ne se fait sans l'approbation de Sultani Makenga, patron de ce réseau complexe. Des campagnes intensives de recrutement se déroulent dans les territoires conquis. Dans des provinces comme l'Ituri, le Nord-Kivu ou encore le Sud-Kivu, des réunions sont

organisées pour consolider le contrôle des rebelles sur leurs nouvelles zones d'influence.

-L'ALLIANCE AFC-M23 RENFORCÉE PAR DES PERSONNALITÉS SOUS SANCTIONS-

Les experts onusiens ont également révélé le rôle central de figures sanctionnées dans la montée en puissance de la coalition AFC-M23. Thomas Lubanga Dyilo, Yves Khawa Panga Mandro et Innocent Kaina, alias "India Queen", sont accusés de soutenir activement cette alliance par des recrutements, des formations et de la logistique.

Agissant en tant qu'«autorités morales» pour le groupe Zaïre/ADCVI, Lubanga et Khawa ont orchestré l'envoi de combattants pour des entraînements à Tchanzu. Aussi, le second acteur a mis à disposition sa ferme ougandaise à Hoima comme centre logistique pour les



Le président rwandais, Paul Kagame harangue ses troupes lors d'une causerie militaire à Kigali. #Photo Droits tiers

opérations du groupe Zaïre en Ituri. En juillet 2024, M. Lubanga lui s'était installé à Kampala, où il a rencontré au moins une fois Corneille Nangaa, le leader de l'AFC. Pendant ce temps, des transferts d'armes et des formations militaires se sont poursuivis, consolidant l'alliance

entre les factions armées.

En dépit des interrogations des Nations unies, les autorités ougandaises nient avoir connaissance de la présence de ces chefs miliciens sur leur territoire. Ces révélations montrent une collaboration étroite entre les groupes armés

pour renforcer leur contrôle dans les zones stratégiques de l'Est de la RDC.

-TENSIONS AU SOMMET-

Les négociations entre Kinshasa et Kigali sont au point mort. Le pouvoir de Paul Kagame exige une action contre les FDLR avant tout désengagement de ses troupes. Une condition inacceptable pour l'administration Tshisekedi, qui rejette toute coopération basée sur ces exigences.

Alors, les nouvelles révélations jettent de l'huile sur un feu déjà ardent. La chaîne de commandement RDF-M23 dévoilée par ce rapport complexifie davantage les efforts de stabilisation. Pendant ce temps, des milliers de civils continuent de subir les affres de la guerre. Kinshasa reste dans l'attente d'un soutien international pour contrer ces dynamiques qui déstabilisent l'est de la RDC.

MPUTU PATRICK

Apologie du terrorisme, le groupe France médias monde dans le viseur du CSAC

Propagande des groupes terroristes, ligne éditoriale non objective et déséquilibrée. La couverture médiatique du conflit armé dans l'est de la République démocratique du Congo fait bondir le CSAC. Le régulateur reproche au groupe France médias Monde de mettre en avant-plan les prétendues avancées de la coalition pro-rwandaise du M23 sur le sol congolais.

« Toute tentative de manipulation de l'opinion publique ou de glorification directe ou indirecte du terrorisme exposera vos médias à des sanctions exemplaires et sévères ». Le CSAC passe à l'offensive. Il promet de frapper fort contre toute diffusion des informations à caractère de désorienter la population sur les opérations militaires dans la province du Nord-Kivu.

Dans les courriers adressés aux responsables de France médias monde et TV5 Monde Afrique, l'autorité de régulation indique qu'à travers ses différents rapports du Centre de monitoring des médias

congolais, il est établi que la ligne éditoriale adoptée par les rédactions de France 24, Radio France internationale et TV5 Monde Afrique concernant les événements au Congo-Kinshasa, manque d'objectivité et ne respecte pas les principes fondamentaux de diversité d'opinion ou de vérifiabilité des sources, principes sacrés en journalisme.

-LES EFFORTS DE L'ARMÉE CONGOLAISE SAPÉS-

Le CSAC s'indigne du mépris des médias français sur les opérations réussies des Forces armées congolaises, qui se



Christian Bosembe, président du CSAC. #Photo Droits tiers

battent au prix de lourds sacrifices pour défendre la souveraineté nationale du pays. Plus étonnant, l'organe de régulation déplore la diffusion répétée de fausses

informations et l'octroi déséquilibré des tribunes médiatiques à des responsables des mouvements terroristes. Pour Bosembe, son président, ce penchant semble contraire

à l'éthique journalistique et tend à semer la panique et à amplifier le sentiment d'insécurité parmi les paisibles populations.

« Il est inconcevable que de telles pratiques soient acceptées en RDC, alors qu'elles sont rigoureusement interdites dans d'autres pays. En tant qu'organe de régulation du contenu médiatique, nous exigeons de vos médias une couverture équilibrée, rigoureuse et respectueuse des principes fondamentaux de diversité d'opinion ou de vérifiabilité des sources, principes sacrés en journalisme », tonne le CSAC, exhortant, par ailleurs, les médias épinglés à rectifier leurs tirs et tenir compte de ses observations. La mise en garde du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication intervient après plusieurs diffusions par les médias des progrès du M23 dans quelques villages et localités des territoires de Masisi et Lubero, dans la province du Nord-Kivu.

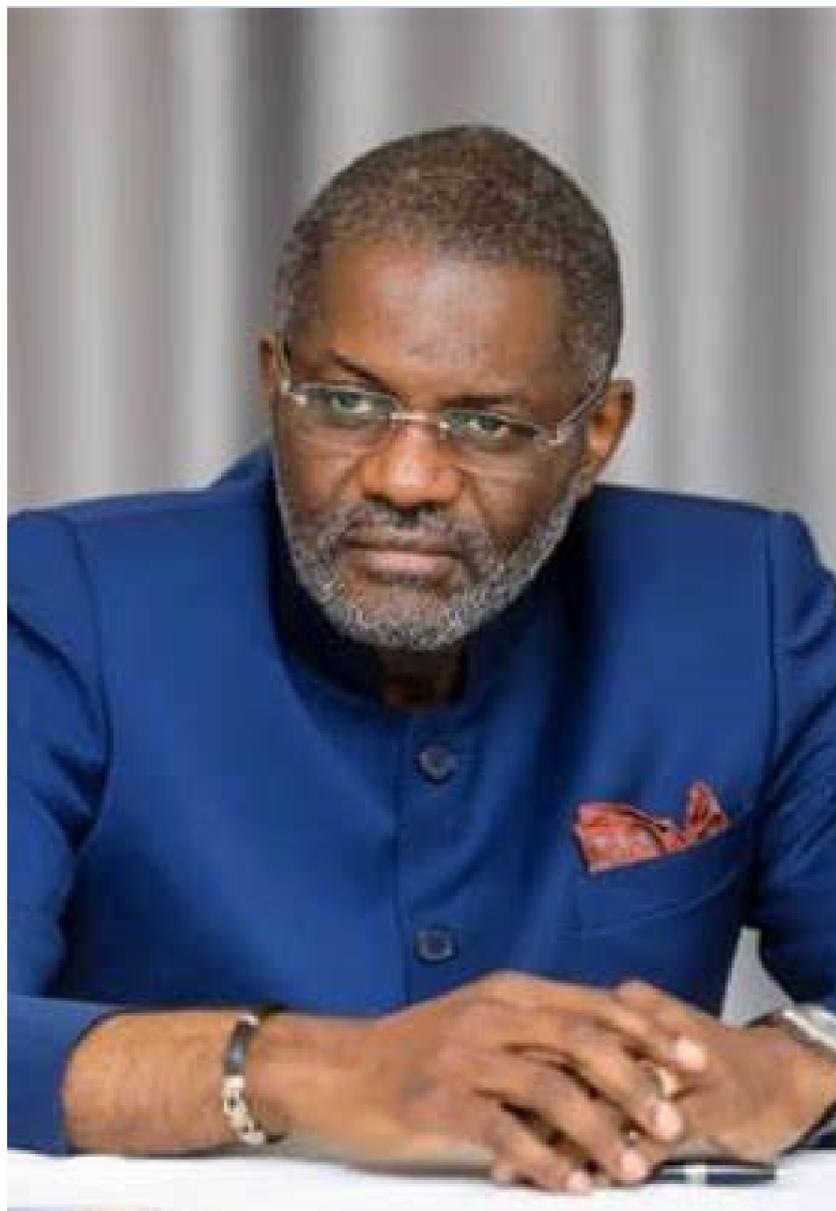
RICH NTUMBA

Gécamines, Fatshi appelé à agir face aux dérives du DG Kala

Ce n'est plus une mauvaise mine mais un coup de grisou qui frappe la Gécamines : le banc syndical en a ras-le-bol d'un PCA type roi fainéant et taiseux. Certes, un PCA est un acteur mandataire passif, mais Guy-Robert Lukama Kuzi, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est passé, aux yeux des syndicalistes, comme un opossum, une marionnette à la merci du DG Placide Kala Basidiwa qui n'en fait qu'à sa tête si bien que le bureau syndical s'emploie à réactiver le PCA dans un mémo choc dont une copie a été réservée au chef de l'État, Félix Tshisekedi.

Selon le mémo des syndicalistes, le DG de la Gécamines est un mauvais coucheur, entretient un climat de conflictualité avec ses deux adjoints et zappe volontiers le PCA. Il y a peu, aux avant-veilles de Noël, Placide Kala a émis les notes n° 7711/DGA-FIN/24 du 20/12/2024 et 7712/12/2024 intitulées respectivement dénonciation et rappel du rôle indépendant de la direction de l'audit Interne que les syndicats représentatifs de la Gécamines n'ont pu obtenir que par les réseaux sociaux.

Le DG semble pousser donc son adjoint en charge des finances, en vue d'entretenir un foyer des conflits, déplore la mouvance syndicale. «Après une analyse lucide et objective de ces deux notes, nous constatons avec amertume ce qui suit : la violation de l'article 2 de l'ordonnance présidentielle n° 23/019 du 25/02/2023 portant nomination des membres du conseil d'administration, de la direction générale et d'un directeur général adjoint en charge des questions financières et des participations». Outre le PCA et le DG, le conseil d'administration de la Gécamines compte aussi Jacques Masangu Mwanza, comme DGA en charge des finances et Ludovic Monga, DGA en charge des mines. «Le non-respect des recommandations faites lors des états généraux des entreprises du portefeuille de l'État; la création d'une Task Force sans le quitus préalable du conseil d'administration en y associant contre toute attente des cabinets privés par une note du 16/12/2024», accusent les syndicalistes. «L'injection de la



Le DG de la Gécamines, Placide Kala Basidiwa en guerre ouverte contre les syndicalistes. #Photo Droits tiers

direction de l'audit interne dans la gestion des participations en la désignant comme membre de la Task Force, faisant d'elle ipso facto juge et partie», désapprouve la mouvance syndicale.

Cette volonté avérée du directeur général d'entretenir les conflits au sein de la direction de la Gécamines, poursuivent les syndicats, les incite à croire qu'il y a intention manifeste de nuire aux intérêts supérieurs du géant minier, en dépit des efforts multiples du président de la République et de son gouvernement, pour la relance de l'entreprise. «Il vous est reconnu, monsieur le président du conseil d'administration, le pouvoir d'opérer les vérifications que vous jugez

opportunes et de vous faire communiquer tous les documents que vous estimez utiles pour l'accomplissement de votre mission, en vertu des statuts de la société du 29 décembre 2010», note le bureau syndical. Qui fonce, «la note créant la Task Force pose un très sérieux problème de gestion au niveau de la direction générale. Curieusement, vous en tant que garant de la bonne marche de la société, vous semblez laisser faire comme si le directeur général avait reçu un pouvoir spécial de passer outre l'autorité du président du conseil d'Administration.»

La correspondance adressée notamment au chef de l'État poursuit qu'«il nous

revient de constater que la Gécamines SA se complaît à paraître comme la société qui excelle dans les querelles intestines, en lieu et place d'une gouvernance censée tirer l'entreprise du gouffre dans lequel elle est plongée». Les syndicalistes rappellent au PCA que «les états généraux des entreprises du portefeuille tenue du 09 au 14/12/2024, à Kinshasa, avaient comme thème : Faire des entreprises du Portefeuille de l'Etat, un puissant levier de la croissance économique et du développement social de la République démocratique du Congo. De bonnes résolutions ont été prises lors des assises susdites pour que les entreprises du portefeuille dont la Gécamines SA

«À la Gécamines, il va sans dire qu'après les états généraux équivaut à l'avant états généraux des entreprises du portefeuille de l'Etat.»

retrouvent le chemin de la relance». Et de renchérir : «À la Gécamines, il va sans dire qu'après les états généraux équivaut à l'avant états généraux des entreprises du portefeuille de l'Etat.

Mais la mouvance syndicale déplore que «le DG reste égal à lui-même par sa propension à entretenir indéfiniment les conflits entre lui et ses adjoints et aussi entre lui et le conseil d'administration qu'il ne cesse de narguer depuis qu'il est à la tête de la direction générale».

NADIA ABIJA SHERUJA

SCANNEZ
L'info en
continu sur
Ouragan.cd



Marques déposées, Kabamba Watum tient la mafia par les cornes



Louis Watum, ministre congolais de l'Industrie. #Photo Droits tiers

Le ministre de l'Industrie, Louis Kabamba Watum compte réaliser au moins 40 milliards de FC soit 13,5 millions \$US des recettes pour l'exercice 2025. Pour ce faire, l'ex-DG des sociétés minières publique et privée impose aux entreprises de déposer «leurs marques déposées afin de permettre au service de dénicher les marques étrangères devant être soumises au paiement des royalties».

En conformité avec la Direction générale des recettes administratives judiciaires domaniales et de participation (DGRAD), le service de l'industrie table sur 15,3 milliards de FC soit un peu plus de 5 millions \$US des recettes, au bas mot, à réaliser à travers la taxe sur le transfert des royalties, le savoir-faire d'entreprise ou know-how et le contrat d'assistance en matière de propriété industrielle.

Au ministère de l'Industrie, l'on note, en effet, que la perception de la taxe sur le transfert des royalties pose problème en provinces (Lualaba, Haut-katanga, Nord-Kivu, Kongo central, etc.) « car les divisions provinciales ont du mal à saisir cet acte générateur ». Louis Kabamba Watum annonce l'organisation des missions mixtes de contrôle avec la DGRAD pour dénicher toutes ces entreprises qui tournent l'État en bourrique. Autres actes générateurs des recettes, les revenus sur les droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques, l'administration Kabamba Watum veut en collecter au

moins 18.660.211.553 FC contre 3,4 petits milliards de FC à travers la taxe relative à la protection de la propriété industrielle. Force est de constater que l'État ne perçoit rien sinon que du menu fretin sur des taxes relatives aux marques déposées et au copyright. Il s'agit notamment de demande de modification, demande d'agrément de brevet et marque, taxe de dépôt et d'enregistrement d'une dénomination commerciale ou d'une enseigne, taxe sur la marque de conformité aux normes nationales, demande d'agrément de brevet et marque, etc, les revenus sur les droits d'auteur, la recherche scientifique, les brevets et les marques «Industrie».

Il sied de noter qu'une marque déposée est un signe qui a fait l'objet d'un dépôt de marque auprès d'un office d'enregistrement. Une fois que l'office a reçu le dépôt de marque, il pourra alors décider de publier la marque déposée sur son bulletin officiel, qui rassemble tous les dépôts de droits de propriété industrielle. Pour ce faire, le nom ou le symbole d'un produit ou d'une entreprise, représenté par le signe ®, qui est officiellement enregistré, ne peut pas être utilisé légalement par un

autre producteur ou entreprise. Le dépôt de marque de nature individuelle répond à une fonction juridique bien précise, qui est de permettre au public d'identifier l'origine de produits ou de services comme provenant d'une entité déterminée (le titulaire de la marque).

Une marque déposée a une durée de validité de 10 ans. Bien sûr, il est possible et fortement recommandé de renouveler la protection de votre marque à l'issue de ces dix années. La marque déposée se renouvelle dans les 6 mois précédant l'échéance de la protection. La principale distinction entre le copyright et la marque déposée réside donc dans la nature de ce qui est protégé ainsi que dans les modalités d'exclusivité, de reconnaissance et de validité. Mais en RDC, les entreprises locales importent divers produits qu'elles revendiquent comme étant leurs propriétés et ignorent cependant de renouveler la période de validité.

Louis Kabamba Watum devrait également s'atteler à solutionner la problématique du paiement croisé des taxes à recouvrer auprès des entreprises du Portefeuille.

POLD LEVI

Milliardaires africains, aucun congolais sur la liste de Forbes



L'immeuble Forbes à New York (Rafael Chamorro, CC BY-NC-SA 2.0)#Photo Droits tiers

Pas un seul congolais, même pas ceux-là que les artistes musiciens de la RDC présentent comme «dollar-bivore», «sauveur de l'humanité», «FMI», «grand saoudien », «mutshi wa dollars (arbre à dollars), etc., ne se retrouve dans les top 100 des milliards africains dans le classement Forbes 2024.

Au cours de l'année 2024, les données conjointes de Forbes et de Bloomberg ont révélé la présence de 21 milliardaires africains. Ces personnalités se distinguent par la localisation de leurs actifs en Afrique et par leur résidence sur le continent. Selon Bloomberg et Forbes, le peloton de 20 premiers milliardaires africains est dominé par trois pays, l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria. Ces nations regroupent à elles seules la majorité des milliardaires

africains, illustrant leur influence économique et leur dynamisme dans plusieurs secteurs, notamment l'industrie, les services financiers, les télécommunications, la cimenterie, les médias, les mines et les assurances.

Le Nigérian Aliko Dangote continue de trôner au sommet du classement des fortunes africaines, avec une richesse estimée à 28,1 milliards de dollars. Industriel emblématique du secteur du ciment, sa réussite témoigne de l'importance de ce secteur dans l'économie africaine.

Et en deuxième position, Bloomberg et Forbes notent Johann Rupert & family Afrique du Sud 13,7 Mds \$US, suivent Nicky Oppenheimer Afrique du Sud 11,7, Nathan Kirsh Eswatini 9,38 Nassif Sawiris Égypte 8,72, Naguib Sawiris Égypte 6,98, Mike Adenuga du Nigeria 6,7, Abdulsalam Rabiou Nigeria 5,2, Mohamed Mansour Égypte, 3,3, Koos Bekker Afrique du Sud 2,9, Patrice Motsepe Afrique du Sud 2,7, Issad Rebrab & family Égypte 2,5, Michial Le Roux Afrique du Sud 1,8, Mohammed Dewji Tanzanie 1,8, Strive Masiyina Zimbabwe 1,8, Aziz Akhannouch du Maroc 1,7 Christoffel Wiese Afrique du Sud 1,7, Othman Benjelloun

Maroc 1,4, Femi Otedolo Nigeria 1,4, Youssef Mansour Égypte 1,3. Et un autre «pharaon», Yassen Mansour termine le top 20 des milliardaires africains avec 1,2 milliard de dollars. À 62 ans, ce magnat diversifié reste, toutefois, un acteur influent de l'économie égyptienne.

Cependant de l'avis des observateurs, le classement des milliardaires africains établi par Bloomberg et Forbes a tout faux car il met de côté des politiques. Or, sur le continent, particulièrement en RDC, les acteurs politiques (surtout aux affaires) sont de loin plus riches que des hommes d'affaires. Le hit des milliardaires africains devrait compter au moins dix acteurs politiques de la RDC, à la lumière de tous ces scandales financiers retracés par l'Inspection générale des finances (IGF) et ces cas nommément identifiés, dans Panama papers et Congo hold-up, d'embourgeoisement en un clin d'œil - pour reprendre l'expression chère au journaliste Berlin Atu Atu recherché voilà plus de 20 ans, pour son enquête sur les nouveaux «mouvanciers» de l'Afdl, par les services sur ukase de (feu) Gaëtan Kakudji, tout puissant ministre de l'Intérieur sous Laurent Désiré-Kabila, mais contrôlant aussi le secteur d'import-export et le commerce général.

Étonnant que pas un seul nom des «familles présidentielles» ne soient citées en ordre utile par Bloomberg et Forbes! Même pas un seul de ces miniers chinois devenus congolais qui vident tout l'or dans Mwenga et dans diverses contrées du Sud-Kivu ou encore ceux, en complicité avec des Libanais désormais congolais qui ré-exploitent les rejets miniers de la Gécamines au Lualaba sous les couvertures des hommes forts», comme dénoncent les ONG locales.

À Kinshasa, l'homme de la rue n'en reviendra pas que Didi Kinwani, Eric Mandala ou encore Abed Achour soient relégués à jouer le préliminaire pour prétendre se qualifier à la Ligue africaine des champions des affaires. À l'IGF, l'on n'est guère impressionné par les prétendus richards congolais psalmodiés, louangés par des musiciens congolais.

En RDC, il y a plus des enrichissements illicites surtout dans les mines, dans l'informel, des m'as-tu-vu, des nababs et des cuistres à l'image de ce négociant de diamant de Mbuji-Mayi, Tshiswaka alias «Ndana Ngetelela» (Dan Getler en Tshiluba, une langue du centre de la RDC), qui aime gonfler d'importance et d'intérêts le moindre don pécuniaire fait à sa communauté.

POLD LEVL

FONDATION MOLENDO SAKOMBI

LISALA - DÉCEMBRE 2024



**SAKOMBI MOLENDO OFFRE
UN NOËL EXCEPTIONNEL À
LA POPULATION DE LA
MONGALA**

AVENUE MBANZA-BOMA N°20, QUARTIER MANENGA, COMMUNE DE NGALIEMA
TÉLÉPHONE : +243 82431818

LISALA - 23 DÉCEMBRE

1



Du 23 au 26 décembre 2024 le Ministre des Hydrocarbures Aimé Sakombi a séjourné à Lisala, chef-lieu de la Province de Mongala. La population venue de Bumba, Bongandanga et des secteurs environnants ont fait le déplacement de Lisala pour accueillir celui qui siège depuis l'an dernier parmi les Notables de la Mongala en sigle la NOTAMO. La liesse qui a marqué l'accueil lui réservé témoigne de la complicité scellée entre le leader incontestable et sa base naturelle.

Venu de Kinshasa à la tête d'une forte délégation composée entre autres de quelques parlementaires élus de la province, Sakombi Molendo avait placé son séjour sous le signe de la communion fraternelle et de partage à l'occasion de la fête de la nativité.

En quatre jours parmi les siens, ce fils du terroir a déployé un agenda très chargé en termes de réalisations à caractère social.



INAUGURATION DU PONT KABA - LISALA

2



A son atterrissage le lundi 23 décembre 2024, sous le coup de 14h45, Son Excellence le Ministre des Hydrocarbures avait débuté son séjour par la remise officielle du Pont Kaba à la Province de Mongala à travers le Gouverneur Jean Collins MAKAKA PAP'EKAKA.

Prenant la parole pour la circonstance, le Ministre avait de prime abord rendu un vibrant hommage au Président de République, Chef de l'État Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo pour la paix dans la Mongala et sa vision de développement intégral de la République Démocratique du Congo. Et aussi invité les femmes de la Mongala à s'inspirer du leadership féminin incarné par Madame la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka. Témoins de l'événement les représentants de toutes les institutions provinciales, et la population Mongalaise, première bénéficiaire de cet ouvrage désormais public.

PONT KABA

3



Jeté sur la rivière Kaba, le pont qui porte le nom de ce cours d'eau, sur la Nationale 6 revêt un intérêt stratégique pour l'économie de la Mongala. Car Il contribue à l'intégration provinciale, reliant Lisala-Bumba- Bunduki jusqu'à la frontière avec la Province de Bas-Uele.

Œuvre de l'Office de Route, dont les travaux ont duré 1 an, le Pont Kaba, construit en béton armé, répond aux normes de construction moderne pour répondre aux besoins variés de la population, capable de recevoir des gros camions, transportant les marchandises d'un coin à l'autre de la grande Province de Mongala. Don de la Fondation Molendo Sakombi, le Pont Kaba appartient désormais à la Province de Mongala. Certifié par le Procès-verbal signé à l'occasion, le Pont Kaba est, à dater de ce jour, inscrit au patrimoine matériel de la Province de Mongala.



4



JOUR 2 - 24 DÉCEMBRE 2024

Au deuxième jour, le 24 décembre, le philanthrope congolais Aimé Sakombi Molendo a consacré son temps à la remise d'un important lot d'ordinateurs au corps professoral des diverses institutions universitaires de Lisala et à la prise en charge financière d'une quarantaine de malades internés à l'hôpital de RIGANO.



Réunis à l'Université de Lisala, professeurs et chefs des travaux de cet Alma mater, de l'ISPT, ISTM TOBIKA, ICA, ISTM UPOTE, et du Grand séminaire ont vu dans ce geste de Sakombi Molendo une manière fraternelle de reconnaître les sacrifices consacrés de nombreuses années à la formation de l'élite congolaise dans la Province de Mongala. Devant une foule d'étudiants et le corps académique des universités de Lisala, Sakombi Molendo avait résumé son sacrifice pour les siens par ces mots chargés d'amour : **"Je vendrai ma chemise pour le développement de la Mongala"**. Mots qui resonnent encore dans la tête des étudiants comme un appel à la solidarité et une motivation pour la recherche du bonheur de leur province.

6



HÔPITAL RIGANO - LISALA

7

Quant aux 42 malades de RIGANO, le paiement de leurs factures d'hospitalisation et soins médicaux est un acte salubre en ce jour de veille de la fête de la nativité. On compte, parmi les malades, des enfants en pédiatrie, des cas d'intervention chirurgicale, d'accouchement et autres.

Joël ABANA qui a pris la parole au nom de tous les pensionnaires de RIGANO a eu des mots justes pour remercier Sakombi Molendo, Président de sa Fondation éponyme. Pour sa part, Louis NGANGA, Médecin Directeur de cet hôpital se dit satisfait du respect de ses engagements par Sakombi Molendo.



MARCHÉ CENTRAL DE LISALA

8

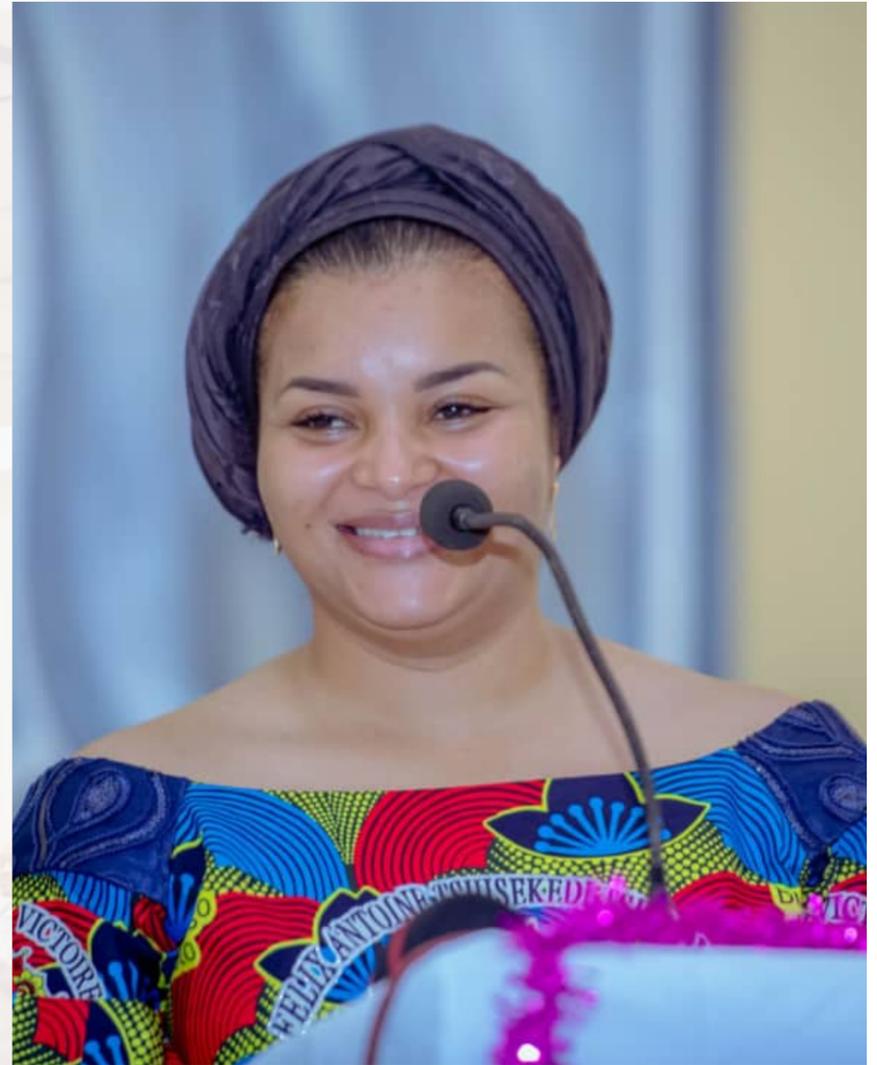
La journée du 24 décembre était aussi particulière car elle marque la remise des pavillons modernes aux vendeurs et vendeuses du marché central de Lisala par la présidente de la Dynamique Maman Sarah.



AUMÔNERIE CATHOLIQUE UNIVERSITAIRE - LISALA

9

En bon chrétien pratiquant, basant sa vision sur la christo-politique, Sakombi Molendo a assisté à la messe de Noël dite à l'Aumônerie Catholique Universitaire de Lisala au milieu de siens.



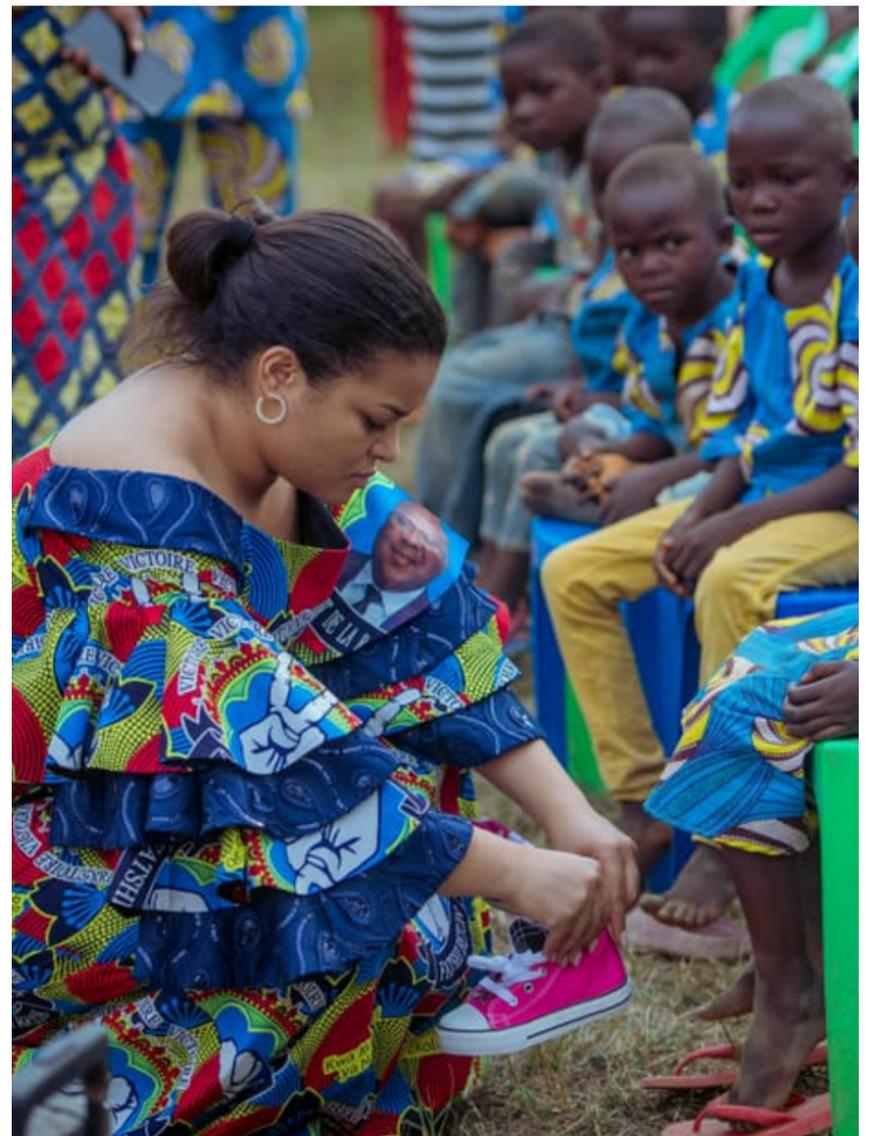
LES ENFANTS D'ABORD

10

La fête de Noël étant consacrée aux enfants, comme le recommande le Christ qui a dit laissez venir à moi les petits enfants, les portes de la Résidence Molendo étaient ouvertes à une marmaille d'enfants venus par milliers pour se réjouir avec celle qu'ils affectueusement Mama Sarah. Dans la cour transformée en aire des jeux, d'un cœur de mère, elle a remis chacun de ses invités des petits cadeaux qui ont fait la grande joie des bambins.

C'est sur une note rendez-vous à la prochaine pour le lancement des travaux de construction du Stade Dominique Sakombi que le philanthrope appelé Demol et la population se sont quittés le jeudi 26 décembre, pour des raisons d'État dans le Grand Kasai.







Bâtiment abritant l'assemblée provinciale du Haut-Katanga. #Photo Droits tiers

L'Assemblée provinciale du Haut-Katanga attaquée

Justicia Asbl monte au créneau. L'organisation désapprouve l'assaut mené par des militants du parti présidentiel contre l'Assemblée provinciale du Haut-Katanga. Les combattants de l'UDPS ont empêché, mercredi 8 janvier aux élus provinciaux réunis en session extraordinaire de siéger.

Selon le président de cette organisation, maître Timothée Mbuya, il s'agit d'un acte de «vandalisme intolérable». Selon lui, rien ne peut justifier ces violences. De plus, fustige-t-il, l'instrumentalisation des militants pour paralyser l'institution constitue une grave violation de la Constitution. Pour disperser les manifestants, les éléments de police ont dû recourir à l'usage des gaz lacrymogènes. L'activiste pense qu'ils auraient dû aussi arrêter ces militants et les déférer devant les instances

judiciaires compétentes, pour être poursuivis selon la rigueur de la loi, comme c'est souvent le cas lors des manifestations des partis politiques de l'opposition. Justicia Asbl invite les services de sécurité, dont la police ainsi que les autorités judiciaires, à faire preuve d'impartialité dans le traitement des cas de vandalisme des militants des partis politiques. Elle rappelle que «la politique de deux poids deux mesures est contre-productive dans un pays qui cherche à consolider ses institutions démocratiques».

L'organisation de défense des droits humains s'alarme de la

«LA POLITIQUE DE DEUX POIDS DEUX MESURES EST CONTRE-PRODUCTIVE DANS UN PAYS QUI CHERCHE À CONSOLIDER SES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES».

dégradation de la situation dans la province cuprifère. Elle appelle les autorités à garantir la sécurité des institutions et à sanctionner les responsables de ces actes. Elle exhorte les partis politiques à agir dans le respect des lois et de l'état de droit.

Les manifestants, environ une douzaine, auraient agi pour bloquer l'interpellation du vice-gouverneur Kazembe Chulu. Celui-ci est accusé d'avoir désaffecté et vendu une partie du lac Kipopo à des particuliers lorsqu'il était maire de Lubumbashi. «Tout porte à croire que cette interpellation

viserait à entendre le vice-gouverneur Kazembe Chulu, au sujet de la désaffectation et la vente d'une partie du lac Kipopo aux particuliers, au moment où il assumait les fonctions de maire de la ville de Lubumbashi. Me Timothée Mbuya juge inacceptable et reprouve l'instrumentalisation des militants des partis politiques pour empêcher une institution provinciale indépendante de faire son travail, comme le prévoit la Constitution de la République.

SARAH KANGU



Le journaliste Adonis-Patrick Numbi a été tué à coups de machettes à Lubumbashi. #Photo Droits tiers

En colère, la presse réclame justice pour Numbi

Une journée noire pour la presse congolaise. L'assassinat du journaliste Adonis-Patrick Numbi a suscité l'effroi et la stupeur. Excédés, les journalistes du Haut-Katanga ont défilé mercredi à Lubumbashi pour dénoncer le meurtre horrible du jeune journaliste. Devant le gouvernorat, ils ont fustigé l'attitude des autorités provinciales qui ont refusé de recevoir le mémo leur destiné à cette occasion.

Menaces, agressions, violences... Les professionnels des médias côtoient le danger en permanence au Congo-Kinshasa. A cela s'ajoutent les cas de meurtre qui ne cessent d'augmenter ces dernières années. Le meurtre l'année dernière de Jemimah Diane, journaliste de la RTNC et celui de Adonis-Patrick Numbi dans les mêmes circonstances, sont les exemples les plus frappants.

Alors qu'il rentrait à son domicile

dans la nuit du mardi, Adonis-Patrick Numbi, directeur général de la télévision privée « Pamoja Canal », a été lâchement tué à coups de machettes au quartier Upemba, dans la commune Katuba, par des bandits non encore identifiés pour l'heure.

-L'UNPC EXIGE DES ENQUÊTES-

Fortement préoccupé par l'assassinat du journaliste Numbi, le président de l'Union nationale de la presse du Congo, Kamanda wa Kamanda Muzembe a invité les autorités et les services attirés

« NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE, NOUVEAUX ABUS CONTRE LES JOURNALISTES : LES NOUVEAUX VISAGES DE LA CENSURE EN RD CONGO »,

à faire toute la lumière pour trouver et réprimer les auteurs de cette tragédie. Le président de l'UNPC appelle, par ailleurs, les journalistes au calme dans l'attente des conclusions des enquêtes.

Dans son dernier rapport sur la liberté de la presse en RDC, Journaliste en danger avait noté l'augmentation des attaques contre les journalistes. L'organisation qui milite pour les droits de journalistes avait dévoilé plusieurs cas de violences faites contre les professionnels de la presse dans plusieurs villes du pays.

Intitulé « Nouvelle loi sur la presse, nouveaux abus contre les journalistes : les nouveaux visages de la censure en RD Congo », l'étude de JED sur la liberté de la presse au Congo-Kinshasa est loin de pousser à l'optimisme. Selon l'organisation, les hostilités dans la partie orientale du pays, depuis l'occupation de plusieurs territoires par les rebelles soutenus par le Rwanda, se sont accompagnées d'une recrudescence des attaques contre la presse.

RICH NTUMBA

Forte de cette formation, Eln a créé le TTMD (Top tradi-moderne), un style unique mêlant rap, chants traditionnels et sonorités urbaines. Soutenu par des institutions comme le centre culturel Ndarro et l'Institut français de Bukavu, il transforme les défis en opportunités. Entre autoproduction, engagement et collaborations internationales, Eln Black porte l'ambition de faire rayonner la musique congolaise bien au-delà de ses frontières.

Ouragan : Quels ont été vos premiers pas dans la musique et comment votre style a-t-il évolué au fil des années ?

Eln Black : Mes débuts dans la musique remontent à 2012, alors que je m'intéressais principalement au rap. À cette époque, j'étais encore élève et j'ai rejoint un groupe nommé Les Bourgeois Aigson, composé de jeunes rappeurs. Nous faisons du rap de rue, mais nous avons aussi décidé d'apprendre la musique de manière formelle. La majorité du groupe n'a pas suivi cette voie, ce qui m'a poussé à intégrer un centre culturel. Là, j'ai été formé par maître Thomas Lusango, ethnomusicologue, qui m'a enseigné le chant et la guitare. Cette formation a forgé mon identité artistique.

Quel rôle le groupe Les Bourgeois Aigson a-t-il joué dans votre parcours artistique, et comment la transition vers Black d'élites a-t-elle marqué un tournant ?

Ce groupe m'a permis d'entrer dans le monde de la musique, même si ce n'était pas encore à un niveau professionnel. J'avais plusieurs pseudonymes à l'époque, comme Black D'élite, mais j'ai fini par adopter le nom Eln Black, un mélange de mes initiales (Eli Nyembo) et de mon identité. Avec le temps, j'ai suivi des formations en musique, notamment avec maître Thomas, qui m'a appris comment me comporter sur scène et surtout comment interagir avec le public. Plus tard, avec un ami, Stina Guast, nous avons créé Black d'élites, un groupe visant à sensibiliser les jeunes à travers la musique. Après le départ de Stina pour l'étranger, j'ai poursuivi ma carrière en solo.

Comment avez-vous réussi à vous imposer en solo après son départ, et quels défis avez-vous rencontrés ?

Passer en solo a été un défi, car j'étais habitué au travail en groupe. J'ai dû apprendre à gérer seul toute la chaîne de production musicale. Cela m'a conduit à me former en

management et en production musicale pour m'autoproduire. Grâce à ces efforts et au soutien d'institutions comme le centre culturel Ndarro et l'Institut français de Bukavu, j'ai réussi à m'imposer comme une figure montante de la musique dans l'est du Congo.

Quel est l'impact de la maison culturelle Ndarro et de l'Institut français de Bukavu sur votre carrière artistique ?

Le centre culturel Ndarro a joué un rôle crucial dans ma formation en tant qu'artiste, me permettant de me produire lors d'événements comme Isulu Live. Ces expériences m'ont aidé à établir un lien avec mon public et mes premiers fans. L'Institut français de Bukavu m'a également soutenu financièrement et artistiquement, notamment dans des projets de résidence. Ces collaborations m'ont donné une meilleure visibilité et des opportunités de développement.

Comment le style musical TTMD que vous avez créé, reflète-t-il votre identité artistique et vos aspirations ?

Le style TTMD (Top Tradi-Moderne) regroupe plusieurs genres musicaux : rap, chant, musique traditionnelle et



Eln Black porte l'ambition de faire rayonner la musique congolaise au-delà de frontières nationales. #Photo Droits tiers

Eln Black : «Être musicien en RDC, c'est déjà un acte d'engagement»

Parti du rap de rue en 2012 avec le groupe Les Bourgeois Aigson, Eln Black s'est imposé comme l'une des voix singulières de la scène musicale à Bukavu. Cette réussite, il la doit en grande partie à l'ethnomusicologue Thomas Lusango, qui lui a enseigné le chant, la guitare et les clés du professionnalisme artistique.

sonorités urbaines. Il reflète ma capacité à fusionner ces différents éléments pour créer une musique unique. Ce style permet à mon public de s'identifier à mes chansons, qu'elles soient en lingala, swahili ou français, et distingue mon identité artistique.

Est-il facile de vivre de la musique à Bukavu ?

Vivre de la musique en RDC est difficile, mais c'est aussi possible. La musique est un métier comme un autre, et si l'on travaille dur, on peut en tirer des revenus. Personnellement, j'ai financé mes études grâce à la musique, prouvant ainsi à mon entourage que cette voie est viable. Toutefois, l'absence d'investisseurs rend l'autoproduction compliquée.

Quand vous vous êtes lancé dans la musique, comment votre entourage avait-il réagi ?

Mes débuts ont été marqués par l'incompréhension de mes parents, qui associaient la musique à une vie de déviance. Pour les convaincre, j'ai décidé de les prouver que l'on peut réussir dans ce domaine, tout en étant sérieux et en gagnant sa vie. Cela a finalement changé leur perception.

Un artiste en RDC doit-il nécessairement être engagé ?

Être artiste en RDC, c'est déjà un acte d'engagement. Dans un contexte où les garanties de succès sont rares, nous sommes la voix des sans voix. Nous offrons de la joie et de l'espoir à travers notre art, même lorsque nous-mêmes sommes confrontés à des défis.

Comment comptez-vous pérenniser votre héritage artistique à Bukavu et au-delà ?

Je mise sur les collaborations internationales. Récemment, j'ai participé à un festival au Gabon et à une conférence panafricaine à Kigali. Ces expériences m'ont permis de nouer des contacts avec des artistes et des producteurs. Mon objectif est de créer des ponts entre artistes et festivals, afin de promouvoir la musique congolaise à travers le monde.

Avez-vous des projets artistiques à venir ?

Oui, je prépare un EP qui sortira bientôt, ainsi qu'une chanson intitulée Ndoto (Rêve). Cette chanson évoque les conditions de vie difficiles en RDC, où notre réalité semble parfois être un rêve comparé à celle d'autres pays. Ces projets reflètent ma volonté de raconter notre histoire à travers ma musique.

MUGISHO BASHOMBA



L'affiche du concert de la Femme Thamar en Belgique. #Photo Droits Tiers

Le concert de Femme Thamar en Belgique annulé

La talentueuse artiste gospel congolaise, Femme Thamar a décidé d'annuler son grand concert prévu le dimanche 12 janvier à La Madeleine de Bruxelles en Belgique. L'annonce a suscité de nombreuses interrogations parmi ses fans et le grand public, d'autant plus que les raisons de cette décision restent floues.

L'annulation est intervenue après une prophétie du prophète Jacques Neema Sikatenda, qui a déclaré que l'artiste traverserait une période sombre. Cette révélation a provoqué une onde de choc au sein de la communauté chrétienne et a suscité des réactions variées. Beaucoup se demandent si cette prophétie n'a pas influencé la décision de l'artiste.

Les réactions n'ont pas tardé. Si certains chrétiens et internautes ont exprimé leur désapprobation, qualifiant cette prédiction de blessante et irrespectueuse envers la

spiritualité, d'autres estiment que les messages prophétiques doivent être pris au sérieux. Cette situation reflète la tension existante entre la foi personnelle et les interprétations publiques de messages spirituels.

Sur les réseaux sociaux, les opinions sont vraiment partagées. Certains soutiennent Femme Thamar, affirmant qu'elle mérite de vivre sa foi sans subir de pressions extérieures. D'autres pensent qu'elle devrait se préparer à affronter les défis annoncés par la prophétie.

Par ailleurs, les récentes prises de parole médiatiques de l'artiste ont contribué à intensifier le débat. Ses fans espèrent de nouvelles rassurantes, souhaitant qu'elle trouve la force nécessaire pour surmonter cette épreuve.

REBECCA BEKOMBE

Seguin mignon sera porté en terre ce samedi 11 janvier

Décédé le 19 décembre dernier en Inde, le célèbre batteur de Wenge BCBG, Blaise Bongongo Iyeli connu sous le nom de «Seguin mignon», sera conduit à sa dernière demeure le samedi 11 janvier au cimetière Nécropole dans la commune de la N'sele.



Le corps du chef d'orchestre de JB Mpiana, Seguin mignon, est arrivé à Kinshasa.

Après un accident de circulation fatal à Kinshasa, le chef d'orchestre du groupe de JB Mpiana avait été admis à l'hôpital Diamant de la Gombe avant d'être transféré à New Delhi en Inde, après que son cas s'est aggravé. C'est le jeudi 19 décembre que celui qu'on surnomme «Maniata Gunther» a rendu l'âme.

Vingt-sept ans de loyaux services aux côtés de «Mukulu», Seguin mignon laisse des titres à succès comme Pacte divin, Eloko ya pema, Sans permission, Claude Itoma sans oublier «Nzola» dans le tout dernier opus de Bin Adam, «Balle de match».

Leader incontesté et rassembleur, Blaise Bongongo avait commencé comme réserviste au sein du groupe avant le départ de son titulaire «Titina Alcapone», suite à la dislocation du grand Wenge 4x4. C'est alors que l'enfant chéri de «Salvatore» va gravir tous les échelons pour devenir chef d'orchestre. Il succède en 2003 à son grand frère Alain Mpela dit «Afande» ayant préféré quitter le groupe.

Le corps sans vie de l'emblématique batteur a été rapatrié à Kinshasa dans la nuit du 8 au 9 janvier. Il est gardé à la morgue de l'hôpital du Cinquantenaire et sera exposé ce samedi à l'espace Ave Maria sur l'avenue de Libération ex-24 novembre. L'inhumation de Seguin intervient ce 11 janvier au cimetière Nécropole de la N'sele.

ERIC KALEMBA

Le centre culturel Aw'art ferme ses portes

Le couperet est tombé : le centre culturel Aw'art, lieu emblématique de création artistique de Kinshasa, ferme ses portes. Selon la direction de ce centre situé dans la commune de Bandalungwa, la mesure est due à «l'épuisement des garanties financières».

La disparition de ce bastion culturel résonne comme un silence assourdissant, laissant un grand vide dans un pays où la culture est encore insuffisamment valorisée.

Pendant six ans, ce centre, témoin et acteur du génie artistique congolais, a su braver les défis dans «un secteur quasiment abandonné dans notre pays». Il a permis à des dizaines d'artistes de rêver, d'oser, de créer. «Nous avons produit plus d'une centaine de projets de prestation et accompagné plus d'une dizaine d'artistes dans leur développement, sans aucun financement extérieur ni étatique», souligne la direction.

**-ÉPUISEMENT
DES GARANTIES
FINANCIÈRES-**

Aw'art annonce, avec amertume, «la fermeture des portes du centre culturel». Les raisons sont implacables : «Nous avons épuisé toutes nos garanties financières et nous sommes obligés de fermer pour le moment en attendant de trouver des solutions pour nous reconstruire».

Cette fermeture, loin de ne toucher que les murs du centre, laisse un vide béant dans le paysage culturel congolais. La direction ne cache pas ses inquiétudes : «Conscients du vide que cette fermeture créera dans le milieu culturel congolais en général et kinois en particulier, nous sollicitons votre soutien

durant cette période».

Le combat continue. Ce soutien, Aw'art le réclame avec dignité et espoir : «un soutien qui s'inscrit dans l'optique de faire un plaidoyer auprès de personnalités susceptibles de nous accompagner». À ceux qui ont été témoins de cette aventure, Aw'art adresse une reconnaissance sincère : « Nous profitons aussi pour remercier toutes les personnes tant physiques que morales qui nous ont accompagnés jusque-là».

Depuis 2018, Aw'art avait donné vie à un espace unique, «un lieu d'art et de culture,



comprenant des studios de création et un lieu de prestations artistiques». Cet endroit représentait bien plus qu'un simple centre culturel : il incarnait «une volonté d'offrir aux artistes et à la jeunesse un endroit d'expression artistique libre, sûr et adapté à nos réalités».

MUGISHO BASHOMBA

Bakole face à Ajagba, la date du duel fixée après février

Quand est-ce que le combat éliminatoire pour la ceinture mondiale de la Fédération internationale de boxe (IBF) dans la catégorie poids-lourds entre Martin Bakole et le boxeur nigérian Efe Ajagba aura lieu ? L'affiche pourra se dérouler probablement après le mois de février 2025.

Le vice-président de Top Rank, Carl Moretti, a confirmé ce nouvel arrangement. "C'est convenu à Riyad. Il était censé être diffusé lors de l'émission de février, mais ils l'ont décalé, donc je m'attends à ce qu'il soit diffusé lors de l'émission suivante, quelle qu'elle soit, après février", a-t-il déclaré. Le vainqueur de ce combat défiera le redoutable pugiliste britannique Daniel Dubois pour le titre de champion du monde. C'est ce qui explique l'enthousiasme exprimé par Ben Shalom, le promoteur de Boxxer, pour organiser ce duel entre Martin Bakole (3e du classement de l'IBF) et Efe

Ajagba (5e). "C'est un combat que nous aimerions mener", a avoué Shalom. "Évidemment, Martin a combattu lors de la saison de Riyad et je suis sûr qu'il serait à nouveau intéressé, mais c'est un combat que nous aimerions organiser, d'autant plus qu'il n'est plus qu'à un combat de se battre pour un titre mondial", a ajouté le PDG de Boxxer. Les modalités concernant le lieu pour ce combat restent encore à déterminer. Bien qu'il y ait eu des spéculations sur l'organisation du combat en Afrique, où Riyad Season espère promouvoir en 2025, des sources indiquent qu'il est peu probable que cela se concrétise. Ajagba compte 20 victoires, dont 14 remportées avant la



Le boxeur congolais, Martin Bakole et son prochain adversaire le Nigérian Efe Ajagba. #Photo Droits tiers

limite et 1 défaite contre Frank Sanchez aux points en 2021. Le boxeur professionnel nigérian détient le record de la victoire la plus rapide de l'histoire de la boxe après que son adversaire a été disqualifié pour avoir quitté le ring une seconde après la sonnerie d'ouverture. Âgé de 30 ans, il a gagné une médaille d'or aux Jeux africains de 2015 et une médaille de bronze aux Jeux du Commonwealth de 2014 en tant qu'amateur. Bakole a une occasion en or

pour aller chercher cette ceinture mondiale de l'IBF en défiant le Britannique Daniel Dubois. Le natif de Kananga est actuellement numéro un mondial dans le classement du World boxing association (WBA). Cependant, le frère de Junior Ilunga Makabu (également boxeur congolais) affiche un bilan impressionnant de 21 victoires dont 16 par KO après 22 combats dans sa carrière. Il n'a perdu qu'un seul combat face à l'Américain Michael Hunter.

DAN KALALA KALAMBAY

Kinshasa accueille la première édition de l'Extreme Wrestling Championship

La ville de Kinshasa va vibrer ce samedi 11 janvier 2025 au rythme de la lutte. Le gymnase de judo de la police, situé dans la commune de Lingwala, abritera la première édition de l'Extreme Wrestling Championship (EWC), un événement majeur de ce sport de combat organisé par Pamphile Nkunga, promoteur et vice-président de la Fédération congolaise de lutte associée (FECOLUTTA).

Cette compétition qui se veut attractive, rassemblera de nombreux lutteurs venus de la République démocratique du Congo, de l'Angola et d'autres pays du monde. L'activité offre une variété de styles notamment la lutte gréco-romaine (GR), la lutte libre (LL) mais aussi la lutte féminine (LF). L'initiative vise à vendre l'image réluisante de cette discipline sportive, comme le souhaite son promoteur.

L'organisateur a rassuré que l'EWC se présente comme un rendez-vous inédit et incontournable, d'où son importance de promouvoir la lutte dans la région. "Cette idée vient de ma passion et de l'amour que j'ai pour la lutte. L'objectif est de vendre l'image de la discipline", a déclaré Pamphile Nkunga.

L'événement bénéficie du soutien tous azimuts des ligues de Kinshasa et de plusieurs personnalités passionnées de ce sport de combat à l'instar d'Eric Kinzambi, président de la FECOLUTTA.

Figure emblématique de cette première édition, le lutteur Harryson Nsiamaza Pinto, est à Kinshasa en provenance de la France pour compétir et représenter la RDC dans ce tournoi. "C'est un plaisir de combattre pour le pays, je me sens reposé, et je suis très fier de venir ici pour représenter mon pays d'origine", a avoué l'athlète qui performe dans la catégorie de moins de 72 Kg.

Les amateurs de la lutte sont donc invités à vivre un spectacle inoubliable ce week-end au gymnase de la police. Les prix de billets sont fixés à 5 000 pour les places standards et 15\$ pour celles VIP.

DAN KALALA KALAMBAY

Illicocash Ligue 1 : Renaissance rejette la décision de la FECOFA

La décision du Comité de normalisation de la Fédération congolaise de football association de surseoir jusqu'à nouvel ordre le calendrier publié par la Ligue nationale de football pour la manche retour de la phase classique du championnat national d'élite Illicocash Ligue 1, ne passe pas aux yeux des dirigeants de l'Oc Renaissance du Congo.

Un grand élan a été stoppé. Alors que la 30e édition du championnat avait pris une vitesse de croisière avec la fin de la manche aller de sa phase classique, la mesure prise par les responsables de la Fédé congolaise veut chambouler les efforts consentis jusque-là par la Linafoot (organisateur) et son partenaire Rawbank-Illicocash (sponsor) dans le but de faire plaisir à un dirigeant sportif.

La décision du président du CONOR de la FECOFA, Dieudonné Sambi et de son secrétaire général, Innocent Kibundulu est survenue après les critiques acerbes de Vidiye Tshimanga. Le dirigeant du Fc Les Aigles du Congo a qualifié "d'irresponsable et irrespectueux" le comité de gestion de la Linafoot suite à la publication du calendrier de la manche retour pendant que certains clubs ont quelques matchs de retard.

-DES PROPOS VISANT À DÉSTABILISER LE CHAMPIONNAT-

En réaction, le président de l'Olympique club Renaissance du Congo considère les propos du patron des Samourais comme un moyen de déstabiliser l'allure du championnat surtout de sauvegarder la position actuelle de son équipe au classement. Dans un communiqué publié le 7 janvier, Willy Kindembe a tenu à rappeler la notion du fair-play et du respect des adversaires, qui sont des valeurs fondamentales du football congolais mais également la lutte contre la corruption (dans toutes ses formes) et les matchs truqués qui restent aussi une priorité.

"Il est de notre devoir à tous de préserver l'intégrité de notre sport et de travailler ensemble pour le développement du football dans notre pays", a fait savoir Willy Kindembe.

Le club orange de Kinshasa rejette catégoriquement cette position "estampillée égoïste" de dirigeants du CONOR, considérée comme une tentative malveillante de discréditer les efforts des autres et de semer la discorde au sein de la communauté sportive. En outre, le président de Renaissance de Kinshasa estime que c'est tout simplement pour donner des béquilles à Vidiye Tshimanga. Le team orange et vert de la capitale a, par ailleurs, exprimé son indignation face aux attaques écrites dont font l'objet les organisateurs du championnat de la Linafoot. «Les conséquences de ses propos détruisent non seulement l'image du sport congolais, impactent sur le moral des organisateurs, nuisent surtout à la réputation du championnat auquel prend aussi part, sans même briller de mille feux, son club. Nous estimons que l'argumentaire qu'il porte est grave et mérite d'être étayé par un recadrage réglementaire», peut-on lire dans ce communiqué.

-LA POURSUITE DE LA PHASE CLASSIQUE SOLLICITÉE-

Face à cette situation, l'Oc Renaissance du Congo invite

les responsables du CONOR de la FECOFA de considérer l'importance cruciale de maintenir cette phase du championnat congolais de football en aller-retour, conformément aux dispositions générales des Règlements généraux sportifs en vigueur (RGS) en leur article 224.

Ledit article stipule que les championnats se jouent en deux phases - aller et retour. Également, la Linafoot peut réaménager son calendrier de la manche retour en vue de permettre à tous les clubs engagés au championnat de jouer le même nombre de matchs de la manche aller de la phase classique.

"Nous vous rappelons que l'organisation d'un championnat complet et équitable est essentielle pour une meilleure évaluation des équipes, un développement du niveau de jeu, une augmentation de l'attractivité du championnat, ... Cependant, le déséquilibre significatif constaté dans le nombre des matchs joués, risque de compromettre la bonne réalisation de ce championnat dans les délais prévus initialement» a-t-il prévenu.

DAN KALALA KALAMBAY

35 ans

**A soutenir l'Industrie
Congolaise**

www.fpi-rdc.cd

@fpirdc

Fonds de Promotion de l'Industrie



04 Avenue Lokele,
Tél : |+243|8169905362
Kinshasa-Gombe



Votre partenaire privilégié pour
la réussite de vos projets